

USAGES DES FAKE NEWS SUR LES RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES ET DEVELOPPEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

Boua Paulin Sylvain Akregbou et Ahou Florence Agney

Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo - Côte d'Ivoire
sylboua@gmail.com / fagney71@gmail.com

Résumé

Cette étude s'inscrit dans la théorie de l'agenda setting et vise, dans une démarche qualitative, à comprendre les enjeux de l'usage des fake news dans le champ sociopolitique en Côte d'Ivoire. Avec l'émergence des Réseaux Sociaux Numériques (RSN), les fausses informations y prospèrent dans un contexte de conquête et de reconquête du pouvoir et de crise de confiance généralisée. Leur diffusion dans le cyberspace ivoirien devient inquiétante pour ce pays qui se prépare à l'élection présidentielle d'octobre 2020. Aussi, la période pré-électorale est-elle marquée par une guerre de l'information pour l'occupation de l'espace public. Cette lutte de positionnement se manifeste par la diffusion délibérée et massive de fake news utilisées à des fins politiques. Cette situation constitue une menace pour la paix et la cohésion sociale.

Mots-clés : Usages, fake news, Réseaux sociaux numériques, crises sociopolitiques, cohésion sociale.

Abstract

This study is in line with the theory of agenda setting and aims, in a qualitative approach, to understand the stakes related to the use of fake

news in the socio-political ecosystem in Côte d'Ivoire. With the emergence of Digital Social Networks (DSN), misinformation is flourishing in the country, in a context of conquest and re-conquest of power. Its spread in the Ivorian cyberspace is a source of concern for the country as it is preparing for the presidential election of October 2020. Hence, the pre-election period is marked by an information warfare for the occupation of the public space. This struggle for positioning is manifested by the deliberate and massive dissemination of fake news for political ends. This situation poses a threat to peace and social cohesion.

Key words: Usages, fake news, Digital social networks, socio-political crises, social cohesion.

Introduction

(Ré) Apparue sur la scène socio-politique à travers les Réseaux Sociaux Numériques (RSN), la notion de fake news s'est popularisée avec l'élection de Donald Trump en 2016 aux États-Unis et le scrutin présidentiel de 2017 en France. Définies comme des informations fausses, sensationnelles, falsifiées, truquées ou tronquées, les fake news sont « journalisées, c'est-à-dire conçues pour ressembler à des informations telles que les journalistes les produisent » (A. Mercier, 2018, p. 5). Elles se présentent également sous des formes de détournement d'images ou de vidéos et d'usages de faux comptes ou de faux sites pour publier une information sous un nom existant et dans une mise en page trompeuse car hyper-ressemblante (A. Mercier, *ibidem*). Pour R. Badouard (2017), les fake news sont incarnées à travers de fausses nouvelles, des rumeurs politiques,

la désinformation, la propagande et des théories du complot. Dans la pratique, les fake news présentent effectivement des réalités similaires avec la rumeur, la désinformation et la propagande. Elles évoquent quasiment les mêmes sujets (informations à scandale, domaine politique, économique, et autres), utilisent les mêmes canaux de diffusion (humains et médias) et ont en commun un pouvoir de nuisance visant à crédibiliser ou à décréditer un individu, un groupe ou à étendre une idéologie (L. Henric, 2018). Il s'agirait d'opérations délibérées visant à déformer l'information, escamoter certains faits ou les falsifier dans le but de fausser la perception de la réalité avec un objectif précis. Qualifiés « *d'armes du faux* » (F-B. Huyghe, 2016), le phénomène des fake news n'est pas nouveau en soi. Il s'inscrit dans une longue lignée de faux et de contrefaçons présentes au sein de l'espace public. L'historien M. Bloch rappelle que : « les fausses nouvelles, dans toute la multiplicité de leurs formes (simples racontars, impostures, légendes) ont rempli la vie de l'humanité... » (1999, p. 14). Il s'apparente dans sa forme ancestrale aux ragots et commérages. Cependant avec le développement des RSN, les fausses informations connaissent une résurgence dans l'espace médiatique grâce à Internet. Elles ont pris une place importante dans les médias et alimentent le débat public préoccupant ces dernières années la communauté scientifique (R. Badouard, 2017 ; A. Mercier, 2018 ; F-B. Huyghe, 2018 ; P. Béchade, 2017).

En Côte d'Ivoire, la population vit dans un climat de ni paix ni guerre depuis le changement inattendu de régime politique en avril 2011. Cette situation de malaise a déstructuré l'espace public et reconfiguré le paysage médiatique ivoirien avec la mainmise du pouvoir sur les médias de service

public et une relative restriction d'expression. Pour s'informer et s'exprimer, nombre de citoyens se tournent désormais vers les RSN singulièrement Facebook, WhatsApp, YouTube et Twitter (P. Akregbou et F. Agney, 2018). Ces plateformes sont devenues, non seulement leurs principales sources d'information et de suivi d'actualités, mais aussi le terrain de prédilection des acteurs politiques Ivoiriens dans leur lutte de positionnement. Or, c'est également sur ces espaces que se créent et se propagent à grande échelle les fake news. À quelques mois de l'échéance présidentielle de 2020, l'on observe la multiplication des groupes de soutien et de presse en ligne diffusant sur les RSN divers types d'informations bonnes ou fausses. Toutes les stratégies communicationnelles sont utilisées pour tromper le public, nuire à un adversaire, discréditer et décrédibiliser un leader ou encenser un camp. Ces publications créent et entretiennent les tensions sociopolitiques. Cette situation devient inquiétante et suscite des interrogations. Quels sont les enjeux de la diffusion des fake news ? Sont-elles utilisées comme de simples moyens de communication ou plutôt comme une arme stratégique à des fins politiques ?

Cette étude vise, dans une démarche qualitative, à comprendre les enjeux de l'usage des fake news dans le champ sociopolitique ivoirien en période pré-électorale. Son intérêt est d'appréhender la construction sociale de ce phénomène et ses conséquences sur la population. Ce qui justifie notre hypothèse de travail selon laquelle l'usage des fake news constitue une menace pour la paix et la cohésion sociale en période électorale. L'étude s'inscrit dans la théorie de l'agenda setting qui postule

que les médias déterminent le calendrier des évènements et la hiérarchie des sujets à mettre à l'ordre du jour en définissant ce à quoi les individus doivent penser et ce sur quoi ils doivent focaliser leur attention. Par conséquent, l'opinion publique se voit façonnée en grande partie par ce seul processus.

Pour la collecte des données, la technique de la recherche documentaire a été privilégiée. Le corpus d'étude est composé de 14 captures d'écran et de 27 publications (textes, commentaires et vidéos) collectées sur Facebook, WhatsApp, YouTube, Twitter et les sites de presse en ligne. Le choix du corpus a été guidé par les fake news qui ont marqué la vie sociopolitique ivoirienne. Ont été considérées comme fake news, toutes fausses informations, quelle que soit leur origine, utilisées de façon délibérée pour désinformer, manipuler, tromper ou créer la confusion dans l'esprit du public ou pour faire la propagande d'une personne ou d'un groupe de personnes. La collecte s'est déroulée de décembre 2018 à octobre 2019. Les données recueillies ont fait l'objet d'une analyse de contenu lexico-thématique par la prise en compte des items lexicaux et des rapports de synonymie.

Ce travail s'articule autour de trois axes. Le premier fait l'état des lieux des forces sociopolitiques en présence, le second relève les usages que les différents camps politiques font des fake news et le troisième fait une analyse de ces usages.

1. Les forces sociopolitiques en présence

Le paysage sociopolitique ivoirien présente une configuration assez singulière ponctuée par des alliances de circonstance ou d'intérêts qui

influencent fondamentalement le jeu démocratique. Prévu par l'article 7 de la Constitution de 1960, le multipartisme n'a été autorisé en Côte d'Ivoire qu'en avril 1990 sous la pression des pays occidentaux qui demandaient une démocratisation des pays en voie de développement. Depuis lors, le pluralisme politique s'exprime à travers l'existence de plusieurs partis politiques. Sur les 130 partis officiellement créés, seule une dizaine est opérationnelle à ce jour. Ce paysage reflète plusieurs réalités qu'il convient de présenter pour la bonne compréhension de cette recherche. La configuration actuelle est caractérisée par la domination de quatre principales forces qui luttent pour la conquête et l'exercice du pouvoir d'État.

Il y a, d'abord, la coalition au pouvoir avec les formations politiques qui lui sont proches. Il s'agit du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) constitué essentiellement du Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara et de quelques alliés. À l'origine, cette coalition de droite d'obédience houphouëtiste était composée du RDR, du PDCI-RDA (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain), du MFA (Mouvement des Forces d'Avenir), de l'UDPCI (Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire), du PIT (Parti Ivoirien des Travailleurs) et de l'UPCI (Union Pour la Côte d'Ivoire). Mais depuis juillet 2018, sa création en parti unifié (RHDP) a entraîné le départ des autres formations provoquant ainsi une grave crise entre les anciens membres de cette coalition.

La deuxième force politique est conduite par le PDCI-RDA de Henri Konan Bédié. Parti unique de 1960 à 1990 sous le président Houphouët-

Boigny, cette formation politique a gouverné le pays pendant 39 ans. Avec l'éclatement de la coalition au pouvoir, le PDCI-RDA, ancien allié et membre fondateur du RHDP, s'est retrouvé dans l'opposition. Son président a créé une plateforme baptisée Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix (CDRP) pour rallier les partis de l'opposition afin de reconquérir le pouvoir d'État. Cependant, il fait face à une fronde conduite par ses militants favorables au RHDP unifié. Ceux-ci se répartissent entre le « PDCI Renaissance » de Daniel Kablan Duncan, ancien Vice-Président de la Côte d'Ivoire et « Sur les traces d'Houphouët-Boigny » de Kobenan Kouassi Adjoumani, actuel Ministre de l'agriculture.

La troisième force est dirigée par l'ex-allié du pouvoir, Soro Kigbafori Guillaume, ancien chef rebelle puis Premier Ministre et Président de l'Assemblée nationale. Selon lui, il a été contraint de démissionner de la tête du parlement après son refus d'adhérer au RHDP unifié. Il ambitionne de devenir Président de la République. Il a, dans cette optique, créé son mouvement politique dénommé Générations et Peuples Solidaires (GPS) en vue de participer au débat politique et conquérir le fauteuil présidentiel en 2020. Bénéficiant du soutien d'un parti qui lui est proche, le Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (RACI), il a été le premier homme politique à déclarer sa candidature à la magistrature suprême.

La quatrième force est représentée par l'opposition traditionnelle composée de plusieurs partis politiques dont le plus représentatif est le Front Populaire Ivoirien (FPI). Parti politique de gauche se réclamant du socialisme démocratique, le FPI a gouverné le pays de 2000 à 2011 sous la présidence de Laurent Gbagbo. Depuis sa perte du pouvoir en avril 2011

suite à la crise post-électorale, ce parti vit une grave crise de leadership avec deux présidents à sa tête. Il y a d'un côté la tendance de Pascal Affi N'Guessan reconnue par le pouvoir en place, et de l'autre celle du Président déchu, fondateur dudit parti.

Par ailleurs, il existe plusieurs groupements de l'opposition tels que la Coalition Nationale pour le Changement (CNC), le Front du Refus (FR) et l'Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté (EDS) qui est le plus significatif d'entre eux. EDS est composé des partis politiques suivant : le Rassemblement Pour la Paix (RPP), l'Alliance Ivoirienne pour la République et la Démocratie (AIRD), l'Union des Nouvelles Générations (UNG) et le Congrès Panafricain des Jeunes et des Patriotes (COJEP). Cette coalition politique ambitionne de réaliser une vraie réconciliation nationale, restaurer la liberté d'opinion et reconquérir le pouvoir d'État en 2020 par des élections libres, consensuelles et transparentes. En plus de ces forces, la vie politique est également animée par certains opposants indépendants qui ne sont arrimés à aucune coalition politique. Il s'agit notamment de Mamadou Koulibaly, ancien Président de l'Assemblée Nationale sous le régime FPI. Il a créé son parti en 2011 dénommé LIDER (Liberté et Démocratie pour la République).

Bref, toutes ces forces politiques luttent pour la conquête ou la reconquête de la magistrature suprême d'octobre 2020. À l'approche de cette échéance électorale, des tensions se cristallisent autour de la question de l'alternance. L'on assiste depuis lors à une guerre médiatique et informationnelle des différents états-majors sur les RSN. Dans cette

bataille, l'usage et la diffusion des fake news occupent une place importante.

2. Usages de fake news dans la guerre médiatique des différents camps politiques

Les différentes forces politiques actuelles se livrent une guerre médiatique pour l'occupation et le contrôle de l'espace public. C'est une guerre idéologique qui se manifeste en termes de pro-Ouattara (pour les militants du RDR et RHDP), pro-Bédié (pour les militants du PDCI-RDA), pro-Gbagbo (pour les proches de Gbagbo) ou pro-Soro (les partisans de Guillaume Soro). Mais, elle est menée dans une logique de désinformation sur fond de crise en cette période pré-électorale.

Dans le camp RHDP, le site de presse en ligne *lafriqueaujourdhui.net*, spécialisé en actualité africaine, a créé un séisme en prêtant des propos au Président de l'Assemblée Nationale d'alors au cours d'une « interview exclusive » dans laquelle il se portait candidat à la présidentielle sous ses propres couleurs¹. Cette information a enflammé les RSN et suscité diverses réactions et controverses au sein de la coalition au pouvoir. Mais, cette publication a été démentie peu après par un communiqué signé de son chargé de communication indiquant que Monsieur Guillaume Soro n'avait pas accordé d'interview au site en question². Cette fake news attribuait des propos très offensifs au Président de l'Assemblée Nationale contre le Chef de l'État. Cela visait sans doute à

¹ <https://www.lafriqueaujourdhui.net/rencontre-exclusive-avec-guillaume-soro-je-serai-candidat-en-2a2a-ce-n-est-plus-negociable>

² <https://www.yeclo.com/affaire-je-serai-candidat-en-2020-le-dementi-du-conseiller-de-soro-qui-rappelle-laffaire-je-vais-feinter-gbagbo/>

créer un antagonisme entre ces deux personnalités. Il faut dire que l'actualité politique ivoirienne avait fait le lit de tels scénarii prospectivistes sur l'avenir politique de Soro Guillaume. Pourtant, avec l'évolution des événements, cette fake news est finalement devenue une réalité 8 mois après sa démission forcée de l'Assemblée Nationale suite à son refus d'adhérer au RHDP en février 2019. En effet, se disant victime de l'injustice de la part de ses anciens alliés, Soro Guillaume a déclaré, dans un entretien accordé le vendredi 18 octobre 2019 en duplex à la *Radio France Internationale* (RFI) et à la chaîne de télévision *France 24*, sa candidature à la prochaine élection présidentielle : « C'est décidé, je suis candidat pour 2020 ! »³.

Dans le camp de l'opposition, une rumeur faisant état de la libération provisoire de l'ex-Président Laurent Gbagbo et de son ancien Ministre de la jeunesse Charles Blé Goudé par la Cour pénale internationale a créé la confusion le 14 décembre 2018. Des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants sont descendus manifester leur joie dans les rues d'Abidjan et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays en scandant « on a libéré Gbagbo ! ». Cette information a été diffusée le même jour sur la première chaîne de la télévision ivoirienne RTI1 et dans d'autres médias. Elle serait venue d'une publication postée sur le mur Facebook de l'un des avocats de Laurent Gbagbo, Me Ange Rodrigue Dadjé : « Gbagbo Libre ! Merci seigneur »⁴. Avant de se rétracter et de préciser, quelques minutes

³ https://www.youtube.com/watch?v=Kg-1GTJBe1M&app=desktop&ab_channel=FRANCE24

⁴ (<https://beninwebtv.com/2018/12/cote-divoire-liberation-de-laurent-gbagbo-la-fake-news-qui-a-enthousiasme-yopougon/>)⁴.

plus tard : « L'information de sa libération n'est pas confirmée par la CPI (...), prière de ne pas véhiculer de fausses informations »⁵. Mais c'était déjà trop tard, l'information s'est propagée de façon virale sur les RSN. Son épouse Simone Gbagbo l'a même créditée dans une déclaration sur Facebook. Plusieurs médias ont également repris l'information malgré le démenti de la CPI. Cette situation a été diversement interprétée. Pour la presse pro-Gbagbo, les Ivoiriens ont explosé de joie partout dans le pays à l'annonce de cette libération signe avant-coureur d'une vraie réconciliation (Le *Quotidien d'Abidjan*, N°2497 du 15 décembre 2018). En revanche, la presse proche du pouvoir s'est plutôt moquée des partisans de Gbagbo avec des Unes ironiques (voir les encadrés en rouge de l'Image 1) : « Libération de Gbagbo. On a dansé pour rien. Comment Simone Gbagbo s'est ridiculisée » (Quotidien *Le Patriote*, N°5698 du 15 décembre 2018) ; « Rumeur de libération de l'ex-chef d'Etat. La grosse désillusion des pro-Gbagbo » (Quotidien *Le Jour Plus*, N° 3987 du 17 décembre 2018). Il faut souligner ici que cette décision était très attendue, tellement attendue par la population ce jour-là que la circulation d'une telle information a conditionné tout le monde.

⁵ <https://www.yeclo.com/liberation-de-gbagbo-le-faux-scoop-de-lavocat-de-simone-gbagbo/>



Image 1 : Capture d'écran des Unes du Le quotidien d'Abidjan N°2497 et du Le Patriote N°5698

Une autre fake news relative à un prétendu divorce entre Laurent Gbagbo et son épouse Simone Ehivet Gbagbo a provoqué un choc dans le camp FPI. Relayée un week-end par une certaine presse en ligne et des activistes du net,⁶ cette information a rapidement créé le « *buzz* »⁷ sur les réseaux sociaux le 24 février 2019 (voir Image 2). Mais la réalité était tout autre. C'était une publication d'un avatar proche du RHDP qui a été reprise sans précautions par certains sites de presse en ligne : « Chers internautes, je confirme la demande en divorce formulée par mon époux à l'endroit de Simone »⁸. L'information est partie d'un compte portant le nom de Nady Bamba épouse Gbagbo. Ce fameux compte n'est rien d'autre qu'un avatar créé au départ sous le nom d'Oussou Djély, devenu plus tard Kilikan Sosso. Cette information a été démentie par les services des mis en cause⁹. Elle visait sans doute à ternir l'image de Laurent Gbagbo auprès de la population en le présentant comme un homme ingrat pour provoquer un désamour entre ses militants et lui.

⁶ <https://www.lintelligentdabidjan.info/news/cote-divoire-un-eventuel-divorce-entre-gbagbo-et-simone-ne-peut-etre-politique/>

⁷ Terme anglais signifiant « bourdonnement » d'insecte, le buzz est une rumeur créée à propos de quelqu'un ou d'un événement afin d'en parler et d'en faire parler au maximum pour lui faire de la publicité.

⁸ <https://www.yeclo.com/divorce-de-gbagbo-davec-simone-quand-une-blague-dun-avatar-pro-rdr-cree-le-buzz/>

⁹ <https://l-frii.com/pretendu-divorce-du-couple-gbagbo-la-reaction-de-simone/>
<https://ivoirebusiness.net/articles/pretendu-divorce-gbagbo-simone-toute-la-verite-ce-que-disait-lex-premiere-dame-propos-des/>



Image 2 : Capture d'écran du site en ligne *Ivoire Soir*

Toujours dans le même camp, la crise de leadership qui divise le FPI a été aggravée par la diffusion d'une fake news à travers le canal d'un média français, reconnu pour son sérieux. Pour rendre l'information crédible, les auteurs ont fait un photomontage du journal en ligne *La Lettre du Continent* (LC) dans une publication intitulée « *Affi N'Guessan contraint de démissionner du FPI pour être reçu par Gbagbo* ». Mais cette supercherie a été vite découverte grâce à des erreurs commises. Par exemple, les auteurs ont utilisé le même numéro d'édition pour deux parutions différentes : LC du 13 mars 2019 (l'original) et LC du 21 mars 2019 (le faux) avec le même numéro d'édition (N° 796). La deuxième erreur est que la LC est un bimensuel paraissant tous les deuxièmes mercredis du

mois. Or le 21 mars était un jeudi (voir image ci-dessous). En outre, l'article accablant n'était pas disponible sur le site officiel du journal. Cette histoire a non seulement radicalisé la position des partisans d'Affi N'Guessan mais aussi fragilisé les chances d'une réunification entre les deux tendances.



Image 3 : Capture d'écran publication de *La Lettre du Continent*

Il s'agit en fait de reprise sans vérification de rumeurs trouvées sur certains sites d'informations ; de manipulations visant à faire passer pour récents de vieux propos qu'ils remettent au goût du jour quand l'actualité du moment est pauvre ou à faire du faux pour décréditer des adversaires. En diffusant des informations douteuses et tronquées sur les RSN, leurs auteurs tentent de manipuler, de tromper intentionnellement et de déstabiliser les partisans du camp adverse et même de l'opinion publique. Ces activistes semblent exploiter les faiblesses et failles de leurs adversaires par des procédés subtils s'appuyant généralement sur un fait

concret, soit une crise sociale, soit des fractures au sein d'un parti, etc. pour parasiter l'action d'un leader et/ou nuire à ceux qui pourraient être candidats aux élections de 2020. Ils arrivent dans bien des cas à atteindre leurs objectifs malgré les démentis des mis en cause. Ainsi, le manque d'information vérifiée et la défiance généralisée de la population envers les médias et les institutions sont l'une des raisons de la prolifération des fake news. Il importe à ce niveau de voir les logiques qui motivent leurs usages.

3. Analyse des usages des fake news

En Côte d'Ivoire, les fake news prospèrent dans un contexte de conquête du pouvoir et de crise de confiance généralisée de la population envers le pouvoir actuel. Le musellement de l'espace public et des médias d'opinion par le pouvoir a suscité la méfiance des citoyens envers les sources d'information classiques que sont la radiodiffusion, la télévision et la presse écrite. Pour leurs besoins d'information, ils se tournent de plus en plus vers les RSN qui semblent leur procurer une plus grande liberté d'expression, de production et de partage d'information. Aussi, l'appropriation de ces plateformes a accru et dynamisé la circulation des fausses informations dans un contexte d'infobésité, c'est-à-dire de surabondance d'information. L'accès quotidien à ces plateformes expose la population aux fake news qui se manifestent au travers des rumeurs, de la désinformation et de la propagande. En effet, la rumeur est définie comme « une information inexacte ou exagérée qui se déforme à mesure qu'elle est transmise de façon directe par le monde de bouche à oreille ou de façon indirecte, via média informationnel » (P. Scharnitzky, 2007, p. 35). De même, « la désinformation est par essence mensongère et vise à implanter

chez l'adversaire des informations fausses, dont il ne connaîtrait pas la source » (G. Durandin, 1993, p. 132). Elle est une « information notoirement fausse, un procédé, un moyen largement utilisé par la presse, la radio et les différents organes de la propagande bourgeoise, dans le but d'induire en erreur, de calomnier les partisans de la paix » (V. Sacriste, 2007, p. 40). Quant à la propagande, elle est un discours idéologique qui a pour but d'exercer une influence sur les personnes dans l'optique de les faire agir dans un sens donné, ou de les rendre passives et les amener à contester certaines actions menées par le pouvoir ou par un groupe antagoniste (G. Durandin, 1993). C'est une manipulation qui s'appuie sur une stratégie finement élaborée ayant pour but de tromper, de faire croire à ce qui n'existe pas et le message délivré est le plus souvent mensonger (P. Breton, 2004). Aussi, que leurs contenus soient vrais ou faux, ces fausses informations sont relayées et partagées à souhait par les Ivoiriens pour assouvir leur manque d'information et leur besoin de savoir. Et comme le dit A. Vulbeau, « à partir d'un certain volume d'informations, il est difficile de discriminer entre la bonne information ou son contraire. L'infobésité amène à s'égarer dans le nuage informationnel » (2015, p. 35). Ce qui explique le risque de malinformation lié à la crédibilité des informations diffusées sur les RSN (F. Heinderyckx, 2003).

Si ce pays a retrouvé une certaine stabilité ces dernières années, des faits à l'origine de la décennie de crises politico-militaires de 1999 à 2011 sont encore présents dans la société. En effet, les Ivoiriens redoutent les périodes électorales depuis la grave crise post-électorale de 2010 ayant officiellement fait 3.000 morts. La mémoire de ces drames est encore vive

chez eux. Aussi, les rivalités politiques nées de la compétition pour la conquête du pouvoir d'État en 2020 créent une atmosphère délétère dans la vie sociopolitique. Cette situation n'est pas sans effet sur la population. Elle suscite un climat de tension créant ainsi une psychose chez les personnes qui ne sont pas encore sorties des stigmates des crises passées. Cette atmosphère délétère s'explique par l'enjeu que revêt cette élection aussi bien pour le pouvoir que pour l'opposition. Cet enjeu est lié à la succession de l'actuel Président qui achève son deuxième et dernier mandat et qui, *a priori*, ne devrait plus se représenter. Mais celui-ci continue d'entretenir le mystère quant à une éventuelle candidature arguant avoir le droit d'être candidat en raison d'un changement de Constitution en 2016. Droit que lui conteste l'opposition. Par conséquent, l'alternance, qui devrait entraîner un changement du détenteur du pouvoir exécutif à l'intérieur de la même famille politique ou d'un parti à un autre est devenue une source de tensions. La coalition au pouvoir est à couteaux tirés avec ses anciens alliés que sont le PDCI-RDA et Soro Guillaume qui veulent conquérir le fauteuil présidentiel. De même, le FPI ambitionne de revenir aux affaires. La bataille à la succession semble être ouverte entre le régime actuel et ses adversaires politiques. La lutte de positionnement pour l'occupation de l'espace public est devenue la préoccupation majeure des différents protagonistes. Dans ce combat qui se déroule en partie sur les RSN, chaque camp y va de son imagination, de son ingéniosité et de ses stratégies pour avoir une meilleure visibilité afin de rallier un grand nombre de personnes à sa cause en créant et diffusant toutes sortes d'informations. Cette situation crée, selon D. Boyd (2017), une véritable «

guerre de l'information » opposant une partie des médias et de la société civile à ceux qui cherchent à tout prix à imposer leur idéologie à l'opinion publique pour se garantir pouvoir, attention et statut. Guerre qui traduit aussi des interrogations propres à la « société de l'information » (A. Monnier, 2018) à l'heure où nous sommes bombardés d'informations, et où chacun peut produire, partager ou commenter du contenu dans l'espace public. Cette guerre de l'information est avant tout idéologique. Elle est menée dans un objectif de désinformation en termes de pro-Ouattara contre pro-Soro, de pro-Bédié contre pro-Ouattara, de pro-Gbagbo contre pro-Ouattara, etc.

La diffusion des fake news dans le cyberespace ivoirien devient alors inquiétante à l'approche des scrutins électoraux de 2020, période essentielle pour ce pays qui se prépare à une alternance de régime. Dans cette guerre d'influence que se livrent sans merci les acteurs politiques ivoiriens, les fausses informations exercent leur pouvoir de nuisance afin de valoriser ou dévaloriser un groupe ou une personne et étendre des motivations idéologiques. Il y a manifestement une volonté de diffuser des informations trompeuses dans une logique de propagande et de manipulation visant à induire ou à travestir intentionnellement des faits. C'est une « une action qui consiste à faire valider, par un récepteur que l'on veut intentionnellement tromper, une certaine description du réel favorable à l'émetteur, en la faisant passer pour une information sûre et vérifiée » (P. Breton, 2004, p. 66). P. Scharnitzky, pose à cet effet que « la rumeur est nuisible. Elle détruit des réputations et des carrières, colporte la terreur et donne une vision tout à fait erronée du monde social » (2007,

p. 35). Ce point de vue est partagé par V. Volkoff qui affirme que « la désinformation est une manipulation de l'opinion publique, à des fins politiques, avec une information traitée par des moyens détournés » (1999, p. 84). Il s'agit donc de manipuler l'opinion des récepteurs de l'information en propageant délibérément des fausses informations, prétendues de source neutre, pour influencer une opinion, affaiblir et desservir un adversaire ou un camp.

Ainsi selon les objectifs visés des acteurs politiques, l'usage des fake news vise à tromper ou manipuler le public, à nuire à quelqu'un, à surveiller, paralyser ou dissuader un adversaire, à contrôler ses perceptions et ses initiatives, à diriger l'opinion, à conserver le pouvoir ou à y accéder. En effet, de nombreux contenus douteux ou faux circulent sur les plateformes numériques et récoltent un large succès au détriment des faits réels. Ces informations, très souvent partagées sans vérification, reposent essentiellement sur un élément sensible faisant appel à l'émotion. Provenant à majorité des fake news, elles influencent nécessairement les citoyens dans leurs décisions, leurs actions et les interprétations qu'ils font de l'actualité. Oscillant entre outils de propagande à visée idéologique et politique, ces fake news savamment montées par des conseillers en communication et marketing perturbent le jeu politique. Elles ont des conséquences directes sur le fonctionnement de la sphère publique notamment lors des périodes électorales qui constituent des moments privilégiés pour des actions de propagandes (D. Swislow, 2016; P. Moullot, 2017). C'est d'ailleurs ce qui conduit J-M. Domenach (2015) à résumer les techniques de la propagande en des règles dont la première est le

grossissement, la seconde l'orchestration, la troisième la transfusion et la dernière la contagion. Le grossissement consiste à traduire une idée forte qui n'impose pas de discussion sous la forme d'un slogan simple et concis. L'orchestration vise à amener le peuple à ne retenir que les idées confortant celles du propagandiste et donc éliminer les informations qui les contrarieraient. La transfusion sert à répéter inlassablement les idées phares du propagandiste pour que le récepteur les assimile. Et la contagion exploite la propension qu'ont les individus à être conformistes en leur faisant croire que les idées du propagandiste sont partagées par tout le monde. « Art de guider les masses, la propagande agit donc sur les opinions de la population, dans le sens de l'intérêt de ceux qui la gouvernent » (S. Olivesi, 2002, p. 13). P. Breton pose alors que « dans l'acte de manipulation, le message, dans sa dimension cognitive, ou sous sa forme affective, est conçu pour tromper, induire en erreur faire croire ce qui n'est pas » (2004, p. 25).

En somme, toutes ces guerres d'influence semblent avoir quitté le champ démocratique de la guerre des idées, programme contre programme, pour rejoindre celui des fausses informations et de la désinformation. À l'analyse, il s'agit d'un usage réfléchi à des fins de propagande utilisé comme une arme stratégique pour déstabiliser, décréditer et détruire un adversaire ou comme baromètre pour se tester, mesurer ses forces et se positionner. Selon le politologue C. Gambotti, le principe de toutes ces méthodes est double : installer une idée dans l'opinion publique et instaurer le doute (cité par R. Tanoh, 2018). Dans ce contexte, il devient de plus en plus difficile de se faire une opinion

objective d'une situation ou d'un fait d'actualité. L'usage des fake news dans l'espace public à des fins politiques pour diffuser insidieusement des informations dénote d'un malaise et d'une crise démocratique (D. Colon, 2019).

Conclusion

La présente étude montre qu'au-delà de leur teneur politique, les fake news s'invitent également dans le domaine de la santé, de l'économie, du sport, de la culture et même des faits divers. Le processus de leur production s'appuie sur la rumeur, la désinformation et la propagande pour tromper et manipuler l'opinion publique. Cette construction de la réalité montre, selon la théorie de l'agenda setting, que les fake news diffusées sur les RSN établissent des priorités et orientent l'opinion du public. Avec la prolifération des sources d'informations, les citoyens ont, non seulement un libre accès à plusieurs canaux d'informations, mais sont devenus eux-mêmes producteurs, diffuseurs et relayeurs d'information via les RSN. De ce fait, ils construisent l'agenda en mettant en avant des thèmes d'actualité. Grâce à leur diffusion par viralité, ces plateformes numériques donnent du crédit aux fausses informations. Cette réalité est renforcée par certains acteurs comme des leaders d'opinion, des journalistes ou des groupes de presse qui reprennent ces informations dans leurs productions. Ce faisant, ils participent à leur tour, directement ou indirectement, à la construction de cet agenda en donnant de la crédibilité aux informations diffusées. Ce qui influence inéluctablement la population. Nombre d'Ivoiriens sont effectivement victimes des fake news malgré les démentis des mis en cause.

Ainsi, les fake news sont délibérément utilisées par les protagonistes comme une arme stratégique à des fins politiques pour influencer le public, le manipuler et diriger son opinion afin de se positionner et/ou se repositionner. L'enjeu de leurs usages est de contrôler les mécanismes de l'opinion publique pour mieux l'influencer (J. Gritti, 1978). Leur diffusion dans l'espace public ivoirien crée et entretient des tensions socio-politiques. Ce qui confirme l'hypothèse de travail selon laquelle les usages des fake news constituent une menace pour la paix et la cohésion sociale en période électorale. La fracture numérique étant une réalité en Côte d'Ivoire, les populations vulnérables sont exposées aux effets des fausses informations diffusées sur les RSN. Ils croient à tout ce qu'ils lisent, voient et écoutent sur ces plateformes bien que conscients des rumeurs qui y circulent. Ils ne font pas preuve d'esprit critique ni de distanciation en vérifiant la crédibilité des publications de ces sites. En somme, une éducation aux médias et à l'information numériques contre les fake news et la désinformation s'impose pour développer l'esprit critique des citoyens.

Références bibliographiques

Akregbou P. et Agney F., 2018 : « Facebook en Côte d'Ivoire : nouvel espace d'expression et de pression des citoyens sur le gouvernement ? » in *Actes de colloque Réseaux sociaux, traces numériques et communication électronique*, Havre, pp 419-430.

- Badouard R., 2017 : *Le désenchantement de l'internet. Désinformation, rumeur et propagande*, Limoges, FYP Éditions.
- Béchade P. 2017 : *Fake News, Post-Vérités & autres écrans de fumée*, Paris, Agora France.
- Bloch M., 1999: *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Paris, Éd. Allia, 64 pages.
- Boyd D., 2017: «The Information War Has Begun», *Apophenia*.
<http://www.zephoria.org/thoughts/archives/2017/01/27/th-e-information-war-has-begun.html>.
- Breton P. 2004 : *La parole manipulée*, Paris : La Découverte.
- Colon D., 2019 : *Propagande. La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris : Belin.
- Domenach J-M., 2015 : *La Propagande politique*, Paris : PUF. Coll. «Que sais-je ?».
- Durandin G., 1993 : *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris : PUF. Coll. « Le psychologue ».
- Gritti J., 1978 : « Elle court, elle court, la rumeur », *Communication et langages*, n°40, 4^{ème} trimestre, p. 121.
- Heinderyckx F., 2003 : *La malinformation. Plaidoyer pour une refondation de l'information*, Bruxelles, Éditions Labor, Coll. « Quartier libre ».
- Henric L., 2018 : Les *fake news*, entre outils de propagande et entraves à la liberté de la presse. *Hermès, La Revue*, 82(3), 120-125.

- <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2018-3-page-120.htm>.
- Huyghe F-B., 2016 : *La désinformation : les armes du faux*, Paris : Armand Colin.
- Mercier A. et al., 2018 : « Fake news et post-vérité : 20 textes pour comprendre et combattre la menace » in *The Conversation*, ebook, 87 pages
- Monnier A., 2018 : « Mise en récit des “fake news” et utopies de la société de l’information », in *The Conversation*.
<https://theconversation.com/mise-en-recit-des-fake-news-et-utopies-de-la-societe-de-linformation-91203>.
- Moullot P., 2017 : « Fausses informations, vraies conséquences », *Libération*, 14 févr.
<http://www.liberation.fr/planete/2017/02/17/fausses-informations-vraies> consequences_1549282.
- Olivesi S., 2002 : « De la propagande à la communication : éléments pour une généalogie », *Cahiers d’histoire*, Revue d’histoire critique, n° 86, pp 13-28.
- Sacriste V., 2007 : *Communication et médias, sociologie de l’espace médiatique*, Paris : Fourcher
- Scharnitzky P., 2007 : « La fonction sociale de la rumeur » in *Migrations Société* N° 109, pages 35 à 48.
<https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2007-1-page-35.htm>

- Swislow D., 2016: « The distributed denial of democracy. Coming together to address anti-democratic trolling and disinformation online », Medium, 9 nov.
<https://medium.com/@dswis/the-distributed-denial-of-democracy23ce8a3ad3d8#.ckunwfavy>.
- Tanoh R., 2018 : « Fake news : Le virus ! » in *Journal d'Abidjan* [En ligne]
<https://www.jda.ci/news/evenement-evenement-2719-fake-news-le-virus>
- Volkoff V., 1999 : *Petite histoire de la désinformation*, Paris : Rocher
- Vulbeau A., 2015 : Contrepoint - L'infobésité et les risques de la surinformation. *Informations sociales*, 191(5), 35-35.
<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2015-5-page-35.htm>.